

Mâcon, le 14/12/2017

Rarement, voire jamais, un gouvernement n'avait exprimé un choix aussi clair entre « capital » et « travail ». Si les actionnaires peuvent se réjouir, l'immense majorité de la population ne peut que s'inquiéter.

Pour Solidaires Finances Publiques, les ordonnances « Loi Travail » signées le 22 septembre, sont une déclinaison parfaite de ce libéralisme assumé, qui conduit à une précarisation généralisée des travailleurs de ce pays.

Évidemment l'action dévastatrice du gouvernement ne s'arrête pas au secteur privé, elle attaque de front la sphère publique par sa volonté de démanteler les services en supprimant les missions, les structures et les emplois.

La DGFIP est, dans ce tourbillon de régression sociale, singulièrement touchée, puisqu'elle absorbera à elle seule l'ensemble des suppressions de la fonction publique d'État pour 2018.

1 600 nouvelles suppressions, portant à près de 37 000 le nombre des destructions d'emplois à la DGFIP depuis 2002. Les effectifs ont littéralement fondu, charriant, avec ces trop nombreux départs, leurs lots de dégradation des conditions d'exercice des missions, de restructurations et fermetures de services incessantes, de perte de sens au travail, d'apparition et de multiplication de Risques Psycho-sociaux... Chiffres incontestables y compris au niveau départemental puisque M Chaintreuil, dans une interview dans la presse locale, précise que « les finances publiques, c'est sans doute l'administration qui a le plus donné ces dernières années en termes de suppressions d'emploi » et ajoute « depuis le début des années 2000, ce sont en moyenne une vingtaine de postes qui ont été supprimés par an en Saône et Loire » - c'est dire l'ampleur du sacrifice consenti !

Les 1600 suppressions d'emplois pour 2018, 11 dans notre département, ne constituent qu'un chimérique « répit »! Le Directeur Général ne manque pas de le rappeler dans son message du 28 septembre « *l'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes* ». Efforts qui selon des sources avisées, verront disparaître, à la DGFIP 18 000 emplois sur le reste du quinquennat.

Tous les baromètres sociaux de la DGFIP mettent en exergue cette situation catastrophique. Rappelons que le dernier en date de décembre 2016, établit que :

73 % des agents pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens

78 % que l'administration ne les écoute pas,

71 % (+3) disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante.

57 % ne croient plus à l'allègement des tâches (53 % en juin 2015).*

Si le baromètre social est, selon vos propos, un simple ressenti, ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on empêchera la fièvre de monter. Le ressenti peut se transformer en ressentiment. Les attaques s'accroissent sur notre administration, ciblant tout à la fois nos garanties en tant qu'agents, nos droits en tant que représentants des personnels et nos missions en tant que fonctionnaires de l'administration fiscale.

On en veut pour preuve la création de CAP22. Ce comité composé de personnalités qualifiées, françaises ou étrangères, de chefs d'entreprises, de parlementaires, élus locaux et hauts fonctionnaires (on notera l'absence singulière des premiers concernés et de leurs représentants) sera chargé d'identifier les réformes structurelles et les économies significatives et durables sur l'ensemble du champ des administrations publiques.

Au programme de ce comité composé de farouches défenseurs du service public à la française : abandons, externalisations et privatisations de missions. Pour exemple, l'appel d'offres lancé pour renseigner les contribuables sur le PAS. Au niveau local, la suppression d'un emploi de géomètre sur la résidence de Charolles n'est probablement qu'une préfiguration de ses futures conclusions.

Tout est dit : les services publics à la française source de cohésion sociale, d'égalité entre les citoyens, de neutralité sont morts et enterrés sans hommage national ni populaire. Solidaires Finances Publiques mettra toutes ses forces dans la bataille pour combattre ces attaques aboutissant au démantèlement des services et ses conséquences pour les citoyens et les agents.

Conséquence directe de ces suppressions d'emplois : l'attaque sans précédent lancée par la DG contre les droits et garanties des personnels en matière d'affectation. On citera notamment :

- suppression de l'affectation nationale à la RAN mission/structure pour une affectation uniquement au département pour tous les agents A,B et C ;
- suppression du mouvement complémentaire pour les C ;
- blocage pendant 3 ans sur le poste de 1ère affectation (après recrutement ou promotion pour tous les agents A,B et C) ;
- délai de séjour entre deux mutations qui passe d'un an à deux ans ; etc, etc...

Malgré les reports annoncés pour certaines de ces mesures, Solidaires Finances Publiques juge qu'elles sont toutes inacceptables !

En ne siégeant pas aujourd'hui, Solidaires Finances Publiques 71 refuse de cautionner la destruction organisée de la DGFIP.